

Convention collective

**IDCC : 9361. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, ARBORICULTURE, TRAVAUX AGRICOLES,
ET CUMA**

(Indre)

(15 octobre 1969)

(Étendue par arrêté du 7 mars 1973,
Journal officiel du 15 avril 1973)

AVENANT N° 105 DU 10 JANVIER 2019

NOR : *AGRS1997085M*

IDCC : 9361

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire de l'Indre CFDT ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I portant fixation des salaires et accessoires du salaire des personnels d'exécution et d'encadrement des exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, d'arboriculture, des CUMA et des entreprises de travaux agricoles de l'Indre est modifiée ainsi que suit.

(En euros.)

Salariés non cadres		
Niveau I/emploi d'exécutant	10,03	1 521,25
Niveau II/emploi spécialisé		
Échelon I	10,21	1 548,55
Échelon II	10,30	1 562,20
Niveau III/emploi qualifié		
Échelon I	10,40	1 577,37
Échelon II	10,67	1 618,32

Niveau IV/emploi hautement qualifié		
Échelon I	10,99	1 666,85
Échelon II	11,44	1 735,10
Techniciens et agents de maîtrise		
Niveau I/techniciens et agents de maîtrise – TAM		
Échelon I : technicien	11,92	1 807,91
Échelon II : agent de maîtrise	12,58	1 908,01
Échelon II : technicien	12,58	1 908,01
Niveau II/techniciens et agents de maîtrise – TAM		
Technicien	13,48	2 044,51
Agent de maîtrise	13,48	2 044,51
Cadres		
Niveau I/cadres	14,90	2 259,88
Niveau II/cadres	16,65	2 525,31

Article 2

Les signataires conviennent d'appliquer l'avenant susvisé avec date d'effet à compter du premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension.

Article 3

Le présent accord, qui porte exclusivement sur les salaires minimaux de la branche, ne prévoit pas, compte tenu de sa nature, de stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

Les organisations syndicales demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 5 exemplaires signés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Indre.

Fait à Châteauroux, le 10 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)